

LA GAUCHE ET LE POUVOIR

par Pierre MAUROY

Les relations qui, en France, relient la gauche et le pouvoir d'Etat sont complexes certes? mais d'abord et avant tout, rares. Du moins pour ce qui est de l'exercice direct du pouvoir central, pour ce qui est du gouvernement de la France.

Depuis le début du siècle, la gauche française n'a guère gouverné plus d'une quinzaine d'années. Et depuis la seconde guerre mondiale jusqu'à l'élection de François MITTERRAND à la présidence de la République, la gauche française n'a gouverné que pendant six ans. Six ans pour la gauche contre 31 ans et demi pour la droite !

Ces durées même provoquent des réflexes, impliquent des comportements, modèlent les références politico-culturelles d'un pays. Et c'est à ce niveau sans doute que se situent, pour la gauche française, les obstacles les plus rudes. La gauche française au pouvoir est d'abord confrontée avec elle-même. Avec ce qu'elle veut garder de son passé, avec ce qu'elle veut devenir dans l'avenir.

Permettez-moi de retracer brièvement les grandes étapes de la gauche française.

L'HERITAGE REPUBLICAIN

Il y a bien sûr, en premier lieu, la Révolution de 1789. Je sais bien qu'aujourd'hui elle est revendiquée par l'ensemble de l'échiquier politique français, mais il n'en demeure pas moins que la filiation est directe entre les républicains d'hier et la gauche d'aujourd'hui. Ce sont les hommes de gauche qui, au terme de plus d'un siècle et demi de luttes, imposèrent finalement la République.

Pour illustrer ce propos, je ne prendrai qu'un seul exemple. Les analystes politiques en général et le meilleur spécialiste de la droite française en particulier, M. René REMOND, distinguent deux courants dominants au sein de l'opposition française.

D'abord une droite populiste et nationaliste, volontiers tentée par l'autoritarisme mais qui, par son recrutement, n'est pas sourde aux revendications sociales. C'est la droite du RPR et de Jacques CHIRAC.

Ensuite, une droite plus bourgeoise, plus représentative des milieux d'affaires, militant pour le libre-échange. La droite giscardienne.

Et bien, aujourd'hui encore, pour définir ces deux courants politiques, les spécialistes parlent d'une part d'une droite bonapartiste et d'autre part d'une droite orléaniste, par référence au roi Louis-Philippe et au dernier avatar de la monarchie française.

L'AVANCEE SOCIALE DE LA SECONDE REPUBLIQUE

Cet enracinement républicain de la gauche est d'ailleurs parfaitement illustré par la brève expérience de la seconde République en 1848. C'est à travers la République que s'exprimèrent pour la première fois les idées socialistes de Blanqui, Proudhon et autres, tandis que l'on s'interrogeait même sur l'éventuelle substitution du drapeau rouge au drapeau tricolore.

Cette période fut marquée par un évènement de détail, mais que je ne peux m'empêcher de mentionner : ce fut la première fois que le Gouvernement de la République Française s'installa à l'Hôtel Matignon !

Mais surtout, sous l'influence de Lamartine, Louis BLANC et LEDRU ROLLIN, une série de mesures sociales furent adoptées :

- la garantie du travail à tous les citoyens,
- la limitation de la journée de travail à 10 heures,
- le suffrage universel pour tous les citoyens de plus de 25 ans.
- la suppression de la peine de mort en matière politique
- l'abolition de l'esclavage dans les colonies.

Cette véritable révolution sociale fut suivie d'une répression impitoyable. 15.000 parisiens furent arrêtés et 4.000 ouvriers déportés en Algérie !

LA COMMUNE DE PARIS ET LA REPRESSION SANGUINAIRE

Une répression sans commune mesure pourtant avec celle qui suivit, en 1871, l'éphémère commune de Paris (mars à mai). Une commune née en réaction aux mesures favorables aux propriétaires prises par une assemblée largement dominée par les monarchistes. Une Commune qui place au premier rang de son programme politique - j'en cite - "la reconnaissance et la consolidation de la République".

La chute de la Commune provoqua 20.000 morts chez les Communards victimes des troupes "versaillaises" durant la "semaine sanglante". A cela allait s'ajouter 40.000 arrestations et 14.000 condamnations, la plupart à la déportation. La gauche française est décapitée pour une génération.

A vrai dire, toutes ces épisodes correspondent à une période historique durant laquelle la forme républicaine de gouvernement et les traditions démocratiques ne se sont pas encore imposées. Plus proches de nos réalités contemporaines sont les expériences du Cartel des gauches et du Front populaire.

LE CARTEL DES GAUCHES ET LE "MUR DE L'ARGENT"

Les années 20 correspondent déjà à une période de mutation rapide de l'économie et de déséquilibre. L'inflation apparaît. C'est un phénomène nouveau né de la première guerre mondiale : il a bien fallu financer les dépenses militaires avec la trop fameuse "planche à billets" ! Elle favorise certes la croissance, mais voici que surgissent ces dérèglements monétaires, synonymes de crise, que nous voyons à nouveau se développer sous nos yeux.

A quoi répondait le Cartel des gauches ?

D'abord aux excès et à l'inefficacité de la droite française. Les excès c'était l'esprit "ancien combattant" de la chambre "bleu horizon". C'était les mesures cléricales, l'inefficacité, c'était une inflation non maîtrisée. C'était aussi la fausse manoeuvre de l'occupation militaire de la Ruhr.

Victime certes du "mur de l'argent", c'est à dire de la spéculation nationale et internationale, mais aussi trop timide sur le plan fiscal, le gouvernement Herriot sombrera dans une crise des changes et une crise de trésorerie.

L'EMBELLIE DU FRONT POPULAIRE

Avec les années 30 apparaît l'image d'une France conservatrice, devenue refuge des capitaux étrangers mais qui, endormie sur son matelas d'or ne voit pas que sa production industrielle est en train de baisser et que donc, en réalité, elle s'appauvrit. Il existe des pays qui deviennent pauvres à force d'être riches : Les investissements s'effondrent et l'innovation se tarit. Face à cette situation la droite se précipite dans une déflation qui sera d'ailleurs incohérente et inefficace.

En réalité, c'est la faillite même du libéralisme qui devient patente. C'est pourquoi je m'étonne que, face à la crise contemporaine, certains croient pouvoir aller rechercher des solutions dans des méthodes qui échouèrent il y a un demi siècle et qui se sont révélées vaines depuis une décennie.

Je dirais donc qu'au delà de la protection des institutions républicaines face à la menace fasciste, au delà des avancées sociales (les congés payés notamment), le Front Populaire en France c'est d'abord l'échec de la droite. De la même manière, l'élection de François MITTERRAND en 1981 fut d'abord l'échec de la gestion libérale face aux chocs pétroliers et à la nouvelle mutation industrielle.

Mais le Front populaire ce n'est pas un raz de marée électoral. La droite ne perd qu'un point et demi de suffrages ! Là encore, l'étroitesse des déplacements de voix en France est une donnée constante qu'il convient de ne pas perdre de vue lorsqu'on analyse la situation actuelle.

Le Front populaire, c'est le premier gouvernement à direction socialiste. Il bénéficie du soutien mais non de la participation des communistes. Le Front populaire dure en réalité 10 mois (de mai 1936 à février 1937 lorsque Léon BLUM annonce "la pause" c'est-à-dire l'arrêt de la politique de réformes sociales), même s'il se survit ensuite dix mois de plus.

L'OEUVRE DE RECONSTRUCTION A LA LIBERATION

Si le Front populaire avait su préserver les institutions républicaines, la guerre et l'occupation les firent sombrer. Et dans sa grande masse, la droite française a souhaité et soutenu l'Etat français du maréchal Pétain, cette forme de "fascisme à la française".

Et lorsqu'à la Libération il fallu reconstruire un Etat en restaurant les institutions républicaines, ce fut l'oeuvre d'un gouvernement dirigé par le général de Gaulle et rassemblant communistes, socialistes et démocrates chrétiens qui, à l'époque, s'étaient prononcé pour ce que nous appellerions aujourd'hui "la rupture avec le capitalisme".

Force est bien de constater que les tentations autoritaires et parfois même anti-démocratiques de la droite française sont d'ailleurs une constante. De l'affaire DREYFUS aux menées fascistes des ligues en 1934, jusqu'aux excès de l'Etat français, c'est toujours la gauche qui s'est dressée pour défendre les libertés individuelles et collectives pour préserver ou restaurer le cadre républicain.

Et la dimension sociale vient en complément de cette démarche, à chaque étape. C'est ainsi que l'on doit aux gouvernements de gauche de la Libération les principales nationalisations (jusqu'à celles de 1981) mais aussi la création d'un système de sécurité sociale.

LE FRONT REPUBLICAIN ET LA DECOLONISATION:

Le cas du Front républicain de 1956 fut un peu différent des précédents exemples historiques. Encore qu'on retrouve les menaces pesant sur la République à travers les conflits provoqués par le processus de décolonisation. Je constate que, là encore, la gauche a dû se battre sur le plan des institutions au moins autant que sur celui de la transformation sociale.

Toutefois, il faut bien admettre que la faiblesse même des institutions de la IVème République générât des gouvernements moins typés que précédemment. Et si, à l'évidence, le gouvernement Guy MOLLET de 1956 est à ranger dans la lignée des gouvernements de gauche, son implantation parlementaire, comme dans le pays était plus fragile.

DES CARACTERISTIQUES COMMUNES

Les épisodes que j'ai tenu à rappeler brièvement présentent tous un certain nombre de caractéristiques communes.

Il y a d'abord la joie, un enthousiasme populaire exceptionnel qui en fait bien plus qu'une simple alternance au pouvoir de forces politiques, bien plus qu'un simple changement de majorité. Ces moments ont toujours été perçus par le pays comme une forme de rupture et cela ne va pas sans conséquence importante pour les gouvernants.

En effet, il en résulte une forte tension du débat public dans la mesure où l'excès d'inquiétude, parfois même l'angoisse, de ceux qui ont perdu le pouvoir répond en quelque sorte à une attente souvent elle aussi excessive des partisans de la nouvelle majorité.

La seconde caractéristique commune découle d'ailleurs de ce sentiment de rupture largement partagé dans le pays. Les nouveaux gouvernants entreprennent en effet de répondre à l'attente qu'ils ressentent et qui pèse sur eux par un programme ambitieux de transformation sociale. Ce fut le cas en 1791 comme en 1848, en 1936 comme en 1946.

L'ampleur même de la tâche engagée comme le climat de passion au milieu duquel elle doit être conduite contribuent à expliquer que ces expériences gouvernementales aient toujours été de brève durée, de l'ordre d'une année.

:

3

On oublie trop souvent que jamais jusqu'à nos jours la gauche française n'a gouverné durant toute une législature, à plus forte raison durant un septennat. Ce que la France est en train de vivre depuis mai 1981, constitue donc, pour elle, une véritable "première historique".

Jusqu'à présent la gauche avait buté sur un obstacle majeur : son absence de maîtrise des leviers économiques. Il est vrai que c'est à ce niveau que se livre le combat central pour le pouvoir. Les leviers économiques dans nos sociétés européennes occidentales, non seulement ne sont pas contrôlés par la gauche, mais de plus, sont souvent mal connus d'elle. Ils sont par tradition culturelle associés aux forces conservatrices.

II - LES CONDITIONS DU SUCCES DE François MITTERRAND

a) Les conditions politiques

Pour un observateur de la vie politique française, la victoire de la Gauche semblait devoir intervenir naturellement soit lors de l'élection présidentielle de 1974, soit même lors des élections législatives de 1978. En 1974 la droite était déjà divisée face à une gauche unie et profondément mobilisée. La France n'avait pas encore connu la crise internationale qui, il est vrai, s'amorçait tout juste. Nous sortions de ce que l'on a appelé "les trente glorieuses", c'est-à-dire les 30 années qui depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont été marquées par une expansion économique continue.

A l'époque tous les programmes politiques étaient placés sous le signe du plus (distribuer davantage). La gauche apportait la notion du mieux : vivre mieux, changer la vie !

Ce fut probablement notre plus beau slogan. Il a pesé sur l'état d'esprit de l'opinion et sur le type d'action que nous avons dû mener en conséquence lors de notre arrivée au pouvoir.

Il se trouve que ce n'est pas dans cette période que la gauche est devenue majoritaire, mais en 1981. Le climat de l'époque n'était pas comparable à celui de 1936 par exemple. La gauche n'était pas portée par une vague positive. C'était bien davantage la droite qui était sanctionnée. En 1981, la leçon politique majeure était davantage la défaite de la droite que la victoire de la gauche.

Cela s'explique bien sûr par les divisions et les rivalités entre CHIRAC et GISCARD D'ESTAING mais je crois plus profondément que cela résultait des sept années de crise que les français venaient de vivre. Ils sanctionnaient l'incapacité de la droite à répondre à cette crise et la politique personnelle de l'ancien Président de la République qui revenait en fait à tenter d'esquiver les difficultés.

A cela s'ajoute un élément positif, du point de vue de la gauche, et qui constitue, je crois, la première des victoires historiques remportée par François MITTERRAND: je veux parler du rééquilibrage de la gauche.

Il faut se souvenir du scepticisme généralisé qui existait en 1971, en France comme à l'étranger, lorsque le Parti Socialiste Français a fait le choix de la stratégie d'union de la gauche. Les meilleurs esprits nous annonçaient que nous allions être dévorés par les communistes.

10 ans plus tard, on pouvait constater que le P.S était redevenu - et de loin - la première force de la gauche française, inversant ainsi un rapport de forces entre socialistes et communistes qui existait depuis 40 ans. Et chacun comprend bien que tant que le Parti communiste était dominant à gauche la conquête du pouvoir d'Etat demeurait des plus aléatoire.

L'élection de François MITTERRAND le 10 mai 1981 est donc l'illustration du bien fondé de la stratégie unitaire et du bon choix qui fut celui des socialistes lors de leur congrès d'Epinay en 1971.

b) les conditions économiques

Aux conditions politiques (rassemblement des socialistes, rééquilibrage de la gauche et division de la droite) se sont ajoutées des conditions économiques.

Le septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING coïncide en effet avec le début de la crise économique. Il débute avec le premier choc pétrolier et connaît également le second.

A cette situation, la droite française n'a pas su vraiment répondre. Elle a cru que ces difficultés étaient d'ordre simplement conjoncturel. Jacques CHIRAC, Raymond BARRE, et Valéry GISCARD D'ESTAING, n'ont donc cessé d'annoncer " le bout du tunnel", la prochaine sortie de la crise. En attendant cette heureuse issue, ils ont fait supporter par les entreprises les conséquences financières, affaiblissant ainsi la capacité industrielle du pays et mettant la France en retard dans la mutation exigée par la troisième révolution industrielle.

J'ajoute que les politiques économiques successives qui ont été suivies durant le septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING s'apparentent à du "stop and go", à une conduite saccadée, à de véritables coups de boutoirs dont l'économie française s'est mal remise.

Après la relance massive effectuée par Jacques CHIRAC en 1975, M. Raymond BARRE a eu recours à une déflation sévère, mais inefficace, puisque lorsque François MITTERRAND est devenu Président de la République, l'inflation s'élevait à 14 %.

De même, le déficit du commerce extérieur français ne date pas de l'arrivée de la gauche au pouvoir. En 1980, alors que Ramond BARRE était premier ministre et que le dollar se situait à un cours extrêmement bas (4,50 F c'est-à-dire moitié moins qu'aujourd'hui) la balance du commerce extérieur faisait déjà apparaître un solde négatif important. Je me souviens qu'en 1982 nous avons calculé qu'en francs de l'époque, il s'élevait à 72 milliards!

D'autres motifs, plus profonds, de dégradation de notre commerce extérieur sont apparus. Le taux de pénétration de notre marché intérieur par les importations n'a cessé de croître depuis 1978, indépendamment des tendances de la consommation des ménages.

L'une des autres fragilités traditionnelles de la France réside dans l'érosion de sa monnaie. Là encore, il s'agit d'une évolution en profondeur qui est -malheureusement- indépendante des équilibres politiques.

Si l'on reprend par exemple l'histoire de la parité entre le franc et le mark tout au long de la Vème République, on constate tout simplement que, de dévaluation du franc en réévaluation du mark, le mark a doublé de valeur par rapport au franc entre 1969 et 1980.

La gauche a donc rencontré en 1981 les mêmes problèmes que les gouvernements précédents.

L'un des signes de l'échec de la droite dans sa gestion économique est visible également dans l'état des entreprises en 1981. Pour ne prendre qu'un exemple, à la veille de leur nationalisation les sociétés industrielles venaient de connaître une longue disette de fonds propres. Je ne rappellerai que deux chiffres qui suffisent à souligner l'ampleur du phénomène. Entre 1977 et 1981, ces sociétés ont reçu de leurs actionnaires 1,5 milliards d'apports en fonds propres. Elles leur ont servi 4,3 milliards de dividendes, alors même que la crise s'aggravait et que la concurrence s'avivait dans des proportions sans précédent.

Dès le premier semestre de l'année 1982 l'Etat a manifesté sa volonté d'inverser cette évolution en mobilisant au profit du secteur public industriel près de 10 milliards de F. dont 3 milliards de dotation en capital par l'Etat et 6 milliards de ressources des banques nationales!

III - LES CONSEQUENCES DE LA VICTOIRE SUR LA GAUCHE ELLE-MEME

Au niveau des forces sociales d'abord, on constate une démobilisation syndicale progressive, sensible depuis le début même de la crise économique. Cette situation est très différente de ce qui s'était déroulé lors des précédentes expériences de gouvernements de gauche que ce soit en 1936 ou à la Libération.

On n'a constaté aucune vague d'adhésion au lendemain de 1981, ni dans les syndicats, ni dans les partis, ni dans les associations. Je crois que cela s'explique par le contexte de crise et la tendance au replis sur soi qu'il génère. J'ajoute que la gauche est arrivée au pouvoir, non seulement dans un contexte de crise économique, mais aussi dans un contexte de crise de la philosophie politique. C'est durant le septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING, qu'ont ressurgis les thèmes anti-égalitaires, le vieux darwinisme social d'abord exprimé en France par ce que l'on a appelé "la nouvelle droite" et qui sous-tend désormais le discours de l'extrême droite et d'une partie de la droite parlementaire.

La gauche se doit, dans ce contexte difficile, de continuer à défendre les valeurs de solidarité. Il lui revient, par exemple, d'affirmer que pour elle les syndicats sont des interlocuteurs indispensables. Il est vrai que l'une des faiblesses structurelles de la France en général et de la gauche française en particulier, réside dans le faible taux de syndicalisation (environ 25%) et la division entre centrales qui provoque d'inévitables surenchères.

La seconde évolution, est la permanence du déclin du PCF et sa crise interne.

Il est incontestable qu'en termes électoraux, le Parti communiste subit une érosion. Schématiquement, on peut dire qu'il est descendu par paliers. Parti du score maximum de 25 % au lendemain de la Libération, il tombe à 20 % avec le retour au pouvoir du général de Gaulle et l'avènement de la Vème République, puis à 15 % en 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ce déclin va-t-il se poursuivre ? Je n'affirmerai rien dans ce domaine. Au delà des péripéties auxquelles on a assisté à l'occasion du congrès du PCF, je constate que des éléments significatifs de la classe ouvrière continuent de se reconnaître dans le discours communiste. Il serait grave pour la gauche de l'ignorer. Il serait, je crois, présomptueux pour les socialistes, de prétendre, à eux seuls, organiser l'ensemble de la base sociale de la gauche française.

Je pense donc qu'à la question : "Y-a-t-il déclin historique du PCF ?", la réponse doit être prudente. Je me souviens encore de Valéry GISCARD D'ESTAING, durant son septennat, répondant catégoriquement oui à une telle question et justifiant sa position par la baisse du nombre des militants communistes. Or ce critère est l'un des moins probants. La nature même du militantisme communiste s'est profondément modifiée depuis sa naissance et en particulier depuis 20 ans. L'acte d'adhésion s'est relativement banalisé, il s'est aligné sur la norme des autres formations. Le nombre d'adhérents peut donc demeurer important, même dans un contexte de déclin électoral.

De la même manière, réduire le vote communiste à un simple vote protestataire me semble erroné, même s'il est vrai que cette dimension existe. Les traditions historiques qui sont en cause sont plus profondes. A la différence des partis politiques de droite, les formations de gauche assument, y compris dans leur organisation, une tradition historique continue. Le Parti Socialiste, comme le Parti Communiste, continueront de s'inscrire dans l'avenir au-delà d'une législature et même d'un septennat.

La troisième conséquence tient aux difficultés rencontrées par le parti socialiste pour se transformer en parti de Gouvernement.

D'abord avec les communistes, aujourd'hui pratiquement seuls (même si je n'oublie pas le PSU et les Radicaux de Gauche), les Socialistes assument l'essentiel des responsabilités gouvernementales. Et pour la première fois dans leur histoire, ils inscrivent cette action dans la durée. Cela ils le doivent d'abord aux institutions de la Vème République.

La gauche, il est vrai, entretient avec les institutions de la Vème République une relation complexe. Si une partie des socialistes contribuèrent à leur naissance, nombre d'autres - à commencer par François MITTERRAND - en soulignèrent les limites et les dangers.

Pour ma part, à la lumière de mon expérience de Premier ministre, je suis plus que jamais hostile à toute forme de régime présidentiel. Dans le contexte français et compte-tenu de nos traditions historiques un tel mode de fonctionnement est, lourd de dérives possibles, de dangers latents.

C'est d'ailleurs une des raisons qui m'ont conduit à défendre une réforme de la loi électorale législative et l'introduction d'une représentation proportionnelle. J'y vois en effet l'un des seuls moyens de rendre vie au Parlement en lui permettant de retrouver une forme d'autonomie dans la décision politique, donc une certaine autorité.

Il n'en demeure pas moins que les socialistes devaient assumer la responsabilité politique qui leur incombe dès lors que l'un des leurs a été élu Président de la République pour 7 ans et qu'ils disposent de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale.

Il n'était donc pas question, comme cela a été le cas, lors des précédentes expériences gouvernementales, de réaliser en un an les principales réformes annoncées sans se préoccuper dans le même temps de gérer l'économie.

Le choix de la durée a des conséquences sur la pratique gouvernementale.

Il importe bien sûr, de respecter les engagements pris.

Décentralisation, nouveaux droits pour les travailleurs dans les entreprises, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés, abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, nationalisations, augmentation des redistributions pour les bas revenus (SMIC, minimum vieillesse etc...).

Cette politique a été rendue possible par la relance modérée qui a été pratiquée en 1981-82. Une relance qui était réclamée par pratiquement tous les candidats à l'élection présidentielle de 1981, à commencer par Jacques CHIRAC. Si je prends les principaux indicateurs économiques, je constate que grâce à ce soutien apporté à la croissance :

- Premièrement, nous avons permis au pouvoir d'achat des Français d'augmenter de 4% en 1981 et 1982, alors qu'il avait baissé en 1980, c'est-à-dire durant la dernière année complète du septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING, et qu'il a baissé durant la même période aux Etats-Unis et chez nos partenaires européens.
- Deuxièmement, nous avons stoppé la progression du chômage à la fin de 1982, ainsi que je m'y étais engagé à la tribune de l'Assemblée Nationale le 15 septembre 1981. Cette stabilisation a été maintenue en 1983.
- Troisièmement, nous avons ramené l'inflation sous la barre de 10%, ce que la France n'avait pas connu depuis cinq ans. Cette désinflation s'est poursuivie les années suivantes.

Le bilan ne me semble pas négatif même s'il est vrai, en contre-partie, que notre commerce extérieur s'est détérioré de manière préoccupante. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons pris en mars 1983 des mesures complémentaires.

Cette politique, si elle nous a permis de maintenir l'activité économique et de stabiliser le chômage, ne pouvait être durablement financée par le budget. Il était nécessaire qu'elle soit relayée par une reprise de la croissance économique.

Nous étions en droit d'escompter cette relance au printemps ou à l'été 82. La plupart des experts l'annonçaient. Non seulement elle ne s'est pas produite, mais les taux d'intérêts excessifs et la flambée du dollar ont contribué à prolonger et accentuer la récession. Nous nous sommes adaptés à cette situation en particulier en accélérant la baisse de notre taux d'inflation. La France en effet ne peut conserver sans dommage un rythme d'inflation supérieur à celui de ses principaux partenaires.

Dans ce domaine, la gauche a fait mieux que BARRE, mieux que la droite puisqu'en deux ans nous avons ramené le taux d'inflation à la moitié de ce qu'il était à la fin du précédent septennat.

Par la durée, la gauche a pu s'appliquer à maintenir ou à rétablir les grands équilibres économiques en assurant le rang de la France dans une compétition internationale ouverte. La meilleure illustration de ce choix politique est la fidélité de la France au système monétaire européen.

Dans le même temps, nous avons refusé le conformisme social et la division internationale du travail.

Si la gauche a inscrit son action dans la durée, si elle accepte la logique de l'économie de marché, si elle accepte de travailler en économie ouverte, toutes ces contraintes ne signifient pas qu'elle doive abdiquer ses ambitions de transformation sociale.

La politique qu'elle mène ne peut se confondre avec celle prônée par les libéraux. Il n'est pas question de s'installer dans une société duale, ni de laisser l'emploi se réguler au gré des fluctuations des grands indicateurs de l'économie.

L'emploi n'est pas, contrairement à ce que disait M. BARRE, un solde, la conséquence enregistrée passivement des variations économiques. C'est une nécessité humaine. La société se doit d'assurer à chacun des siens le droit au travail.

De même, nos Etats ne peuvent accepter la logique actuelle de la division internationale du travail fondée pour l'essentiel sur l'exploitation des ressources du Tiers-Monde (matière première et main d'oeuvre) et sur la progressive réduction de l'Europe à un statut de sous-traitant des Etats-Unis.

IV AU DELA DU BILAN : LES PERSPECTIVES

En ce qui concerne la gestion du pays, je constate :

a) l'assainissement économique : c'est une condition nécessaire mais non suffisante. La rigueur n'est pas une politique en soi, c'est une méthode. L'assainissement dont j'ai décidé la mise en oeuvre en juin 1982 en prenant la plus rude des décisions, c'est-à-dire 4 mois de blocage des prix et des revenus, avait pour objectif de nous redonner des marges d'action.

Notre objectif doit demeurer de relever le principal défi posé à la gauche : le chômage.

b) Il nous faut en outre réussir le passage à la troisième révolution industrielle. Ce que la crise économique résultant des chocs pétroliers, ou plus simplement de la hausse des matières premières, a provoqué, c'est d'abord l'accélération de la mutation technologique. Ce qui fait que nous sommes passés en réalité d'une crise économique classique à une révolution industrielle sans toujours nous en rendre compte.

Et pour la première fois, cette révolution industrielle n'est pas née sur le sol européen. Elle est née sur les rivages du pacifique, en Californie, au Japon, en Corée etc...

L'Europe, dès le départ, a accusé un retard qu'il lui faut impérativement rattraper, que ce soit dans l'informatique, la robotique, Elle en a les capacités intellectuelles, techniques et financières. Seule la volonté politique continue de faire trop souvent défaut.

Pour réussir la modernisation, il faut non seulement une politique industrielle commune mais aussi une harmonisation des politiques sociales. L'un ne va pas sans l'autre. Or, l'Europe que nous connaissons se limite, pour l'essentiel, à sa politique agricole et à sa politique commerciale.

c) Enfin, nous devons rechercher une nouvelle répartition collective de la charge de travail. L'indispensable traitement du chômage passe par la formation et la réduction du temps de travail.

Compte-tenu du niveau de développement de nos pays, nous ne réussirons la mutation industrielle que si notre main d'oeuvre se mobilise. Cela signifie concrètement que nous ne pouvons plus fonder notre développement industriel sur l'importation d'une main d'oeuvre extérieure : les immigrés. Nous devons faire appel à nos propres ressources, c'est-à-dire à une main d'oeuvre bénéficiant d'un haut niveau de formation et de compétence. L'Europe dépourvue de matière première doit d'abord investir dans la matière grise.

D'autre part nos sociétés resteront fragiles si nous continuons de marginaliser, comme c'est le cas aujourd'hui, plus de 10 millions de nos compatriotes de la communauté européenne. Nous ne devons pas nous leurrer, nous nous installons pour une décennie dans une situation de chômage chronique.

Cela n'est pas gérable avec les outils sociaux actuels. C'est pourquoi nous devons définir ensemble des réponses. L'une d'entre elles, je l'ai dit, c'est la formation. Pas un jeune de moins de 18 ans ne devrait être au chômage, il doit être en formation. L'autre réponse c'est la réduction du temps de travail. Que ce soit par le biais de pré-retraites, de réduction de la semaine de travail, d'année sabbatique, de flexibilité, nous devons y parvenir, et nous devons y parvenir ensemble.

A ces perspectives de la politique gouvernementale, je voudrais ajouter des perspectives de la stratégie politique

a) restaurer l'union de la gauche est une triple nécessité :

- historique, car c'est dans son regroupement même que la gauche puise sa confiance en elle-même, donc sa force. (Les exemples abondent : les retrouvailles des défilés socialistes et communistes de 1934 furent le prélude du Front Populaire, le succès de Guy MOLLET en 1946 sur le projet "travailliste" de Léon BLUM et Daniel MAYER, la prééminence de François MITTERRAND et de la stratégie unitaire à partir de 1965 face aux tentatives centristes de 1964 et 1969).

- Constitutionnelle, il ne faut pas oublier que la constitution même de la Vème République impose qu'au second tour de l'élection présidentielle, qui est déterminante dans le système français, seuls deux candidats peuvent rester en présence.

La logique même de l'affrontement droite-gauche, est ainsi inscrite dans notre loi fondamentale.

- morale : les forces politiques ne sont pas que des instruments de pouvoir, ce sont aussi l'expression de forces sociales et d'un projet politique. L'union de la gauche c'est le respect de la volonté de transformation sociale qui animent ceux qui dans nos sociétés sont exclus des sphères de décision, ceux qui sont les premières victimes des mutations, ceux qui sont les plus démunis.

b) les conséquences de ce choix :

- une réforme de la loi électorale permettant d'introduire une finalité proportionnelle

- la définition d'un nouveau projet politique pour les années futures, s'appuyant sur le bilan des gouvernements d'union de la gauche et permettant à l'ensemble des forces de gauche de se retrouver pour reprendre ensemble le combat.

CONCLUSION

Je reprends toute ma place dans le débat politique français. Mon objectif est principalement d'aider à cadrer ce nouveau projet politique.

La gauche doit être fidèle à ses valeurs et donc connaître son histoire. Sa responsabilité historique consiste à réussir le passage dans la nouvelle société industrielle sans que le prix en soit payé par les travailleurs.

Tous les pays d'Europe occidentale sont placés devant ce défi et la réponse ne peut être que collective, c'est-à-dire européenne.

*

*

*

Lyon Region 3 Mai 85

Politique

Le retour de Pierre Mauroy

Une idée : à gauche et unis...

Pierre Mauroy revient, entre deux feux. Les cantonales sont une affaire réglée et les législatives n'agitent la mare politique qu'en surface. Dans ce répit électoral, les courants du parti socialiste remettront leurs contributions le 12 mai en vue du prochain congrès de Toulouse à l'automne. L'ancien Premier ministre l'a dit hier à Lyon, le courant B, le sien, apportera sa particularité au débat, mais ce n'est pas dans ce contexte qu'il veut placer

la sortie de son livre « A gauche ». Il n'empêche que l'ouvrage de Pierre Mauroy est diffusé à point nommé, plaçant son auteur sur l'avant scène avant la répétition générale du congrès de Toulouse et le premier acte de 86.

3 ans et 2 mois de gauche

« A gauche » est à la fois un bilan de

trois années et deux mois de séjour à l'Hôtel Matignon qui servira aux socialistes avant 86 et un projet que Pierre Mauroy espère voir repris après 86. Le bilan s'appuie tout d'abord sur un constat : la gauche n'a jamais autant duré, elle aura bouclé une législature en 86. Ensuite, Pierre Mauroy place son mandat dans la période des réformes, dans la période de gauche. « J'ai eu trois ans et deux mois pour appliquer la réforme, affirmait hier l'ancien Premier ministre, cela a été une période de gouvernement à gauche, avec l'union de la gauche ». Comme document de référence, Pierre Mauroy avait, à sa prise de fonctions, les 110 propositions de François Mitterrand. Il estime en avoir concrétisé une centaine.

S'il voit Laurent Fabius dans la continuité de sa propre action, Pierre Mauroy reste et s'affirme partisan de l'union, du message et des valeurs de la gauche. C'est pourquoi, il cache à peine son amertume à l'évocation de la loi Savary : « C'était une loi de compromis qui aurait pu régler les problèmes. Elle n'a pas pu être votée, j'en ai pris acte ».

Une déception : le chômage

La déception de Pierre Mauroy Premier ministre est la croissance du chômage. « Je suis toujours engagé, mobilisé pour lutter contre le chômage ». Plus même, pour le maire de Lille, l'emploi doit être le fer de lance d'un projet pour 88. « Ce n'est pas la croissance qui apportera la solution, mais une nouvelle orientation de la société. Nous ne pouvons pas accepter la société duale, dans laquelle il y a ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. En 88, notre projet doit dire : voilà comment nous voulons proposer aux Français d'avoir un emploi ». Il écrit aussi dans son livre : « Je demeure pour ma part convaincu

que le chômage constitue le principal des défis que la gauche doit relever ». La gauche, et plus seulement le parti socialiste.

L'union est sacrée et nécessaire pour l'ancien Premier ministre. « Le plus important aujourd'hui, écrit-il, consiste donc à recréer les conditions du rassemblement populaire, de l'union de la gauche. Telles sont mon analyse et ma perspective ». Et il ajoutait hier à l'adresse du parti communiste « nous ne sommes pas maîtres des décisions de la direction du P.C., mais il y a des moments où il faut être unitaires pour deux ».

Le débat au P.S.

Dès lors, l'union commence dans sa propre chapelle c'est-à-dire le parti socialiste. « Le parti socialiste, commentait Pierre Mauroy, a besoin d'un grand débat ». Jusque là l'ancien Premier ministre est en accord avec Michel Rocard. Le courant B et le courant C n'étaient-ils pas si proches au moment du Congrès de Metz... mais ajoute le leader du courant B « il ne faut pas que le débat soit porté à l'extérieur du P.S. Lorsque Michel Rocard dit que la rigueur et la modernisation sont nécessaires, je suis d'accord, mais il ne faut pas faire du Parti socialiste le bouc émissaire du débat, il faut en faire le bénéficiaire ».

Avec son livre et sa rentrée, Pierre Mauroy apparaît en « conscience » de la gauche, en prêtre de la sacro-sainte doctrine de l'union. Une position qui, somme toute, tranche bien avec le « look » du pouvoir actuel.

Frédéric CHIOLA



Le député du Rhône, M. Gérard Collomb et Pierre Mauroy